

Crimée était mais les deux sont bloquées»



Les explosions en Crimée



16 août: dépôt d'armes russes à Djankoi
9 août: aérodrome militaire de Saky

Région annexée en 2014 par la Russie
Territoire ukrainien sous contrôle russe

Graphique: O. Chiacchiarri.

aboutira à un gel des combats, surtout à l'approche de l'hiver, note le chercheur. Une situation comparable à celle de 2014 dans le Donbass. Ce serait catastrophique pour l'Ukraine, qui a perdu le contrôle d'un cinquième de son territoire et dont l'économie est détruite. La Russie, elle, pourrait se déclarer victorieuse et profiter de se réarmer.»

Washington OK
«Vu des États-Unis, par contre, on pourrait dire cyniquement que l'objectif est déjà atteint, estime Léo Périja-Peigné. La puissance russe est affaiblie, humiliée même. Les alliés européens se sont enfin mis à investir davantage dans leur armement, comme le réclamait Washington depuis des années.

La Pologne, notamment, suite à un contrat passé avec l'industrie sud-coréenne, va se doter d'une des plus importantes forces terrestres du Vieux-Continent. Quant à la Chine, qui ambitionne de récupérer Taïwan, elle a pu observer les difficultés rencontrées par l'invasion russe et le soutien apporté à l'Ukraine par les États-Unis et leurs alliés.»

Nouveau sondage

Le vent tourne pour les «entreprises responsables»

Après la publication d'un projet de loi ambitieux par la Commission européenne, 70% de la population suisse se dit prête à suivre.

Lise Bailat Berne

Les opinions évoluent en Suisse sur la responsabilité de l'économie envers les droits humains et l'environnement. Septante pour cent des citoyennes et citoyens se disent aujourd'hui favorables à ce que notre pays se dote d'une loi ad hoc, selon un sondage réalisé par l'institut Demoscope, commandé par la Coalition pour des multinationales responsables.

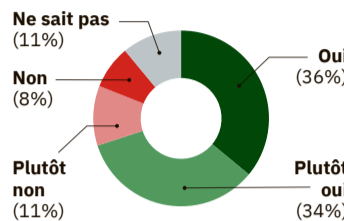
À ce stade, on pourrait se dire que les résultats de cette enquête d'opinion satisfont ses commanditaires et que l'histoire s'arrête là. Mais ce serait un peu court. Les résultats du sondage semblent refléter les fronts qui sont apparus dans le débat mouvementé sur la responsabilité des entreprises en Suisse.

Ne pas faire «cavalier seul»

Souvenez-vous, le 29 novembre 2020, au terme d'une campagne particulièrement dure, 50,7% des votants plébiscitaient l'initiative pour des «entreprises responsables», finalement rejetée à la majorité des cantons. À l'époque, il y avait dans les milieux économiques et de droite trois camps: ceux qui voulaient de l'initiative, ceux qui la rejetaient catégoriquement et ceux qui auraient souhaité que la Suisse se dote au moins de standards plus sévères, histoire de ne pas être prise de court par des développements internationaux.

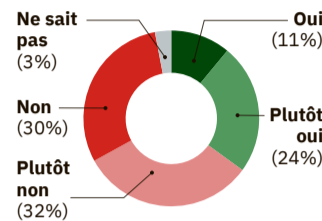
Pas de souci, disait Karin Keller-Sutter: son propre contre-projet indirect - soit l'obligation pour les entreprises qui travaillent dans

La Suisse devrait-elle se doter d'une loi sur la responsabilité des entreprises?



1137 personnes ont été interrogées en Suisse du 22 juin au 15 juillet. Marge d'erreur: 2,9%.
Graphique: O. Chiacchiarri. Source: Demoscope

Parmi ceux qui ont voté non à l'initiative en 2020:



«Karin Keller-Sutter a fait de l'argument du «cavalier seul» son argument principal, alors que nous avons dit que nous étions déjà en train d'être dépassés par les projets européens.»

Lisa Mazzone Conseillère aux États (Verts/GE)

des secteurs risqués de rendre compte de leurs activités - était à la hauteur. En revanche, «l'initiative obligerait la Suisse à faire cavalier seul», assurait la conseillère fédérale à longueur d'interviews.

Des amendes et une responsabilité civile
Contrairement à l'initiative sur laquelle nous nous sommes prononcés en Suisse, ce projet ne concerne

pas les PME. Sur le reste, la Commission européenne rejoint les initiateurs: elle prévoit d'obliger les entreprises à faire en sorte que l'ensemble de leurs sous-traitants respecte les droits humains et l'environnement et veut ouvrir des possibilités d'action en justice pour les victimes.

À noter que les entreprises suisses qui réalisent un très fort chiffre d'affaires dans l'UE sont aussi concernées par cette directive.

Ces nouvelles règles ne sont pas encore sous toit dans l'UE. Le Parlement européen commencera à en discuter en octobre. Mais ces développements ont une influence sur l'opinion des Helvètes, en particulier dans les rangs de la droite, selon le sondage effectué par Demoscope. Ainsi, 35% des sondés qui ont voté non en novembre 2020 disent avoir changé d'avis. Et

60% des sympathisants PLR seraient favorables à ce que la Suisse se dote aussi d'une telle loi.

«Ce sujet rebondira»
«Un sondage ne doit pas remettre en question une votation survenue il y a moins de deux ans, réagit le conseiller national Olivier Feller (PLR/VD). En Suisse, on ne fait pas de la politique sur la base d'enquêtes d'opinion. Cela étant dit, ce sujet rebondira. C'est un débat institutionnel qui va se poursuivre et je suis prêt, en temps voulu, à entendre les avis des uns et des autres.»

Favorable à l'initiative «Entreprises responsables», la conseillère aux États Lisa Mazzone (Verts/GE) n'est pas surprise par les résultats du sondage, mais amère: «Je reste d'avis que la campagne n'a pas été loyale. La conseillère fédérale Karin Keller-Sutter a fait de l'argument du «cavalier seul» son argument principal et ça a eu une influence sur le résultat du vote, alors que nous avons dit que nous étions déjà en train d'être dépassés par les projets européens.»

La Genevoise espère que le parlement prenne ses responsabilités pour mettre à niveau la loi suisse rapidement. «Nous devons éviter d'être les moutons noirs de l'Europe avec une législation laxiste qui favorise les mauvais joueurs.» La nouvelle directive européenne pourrait être sous toit fin 2023, début 2024.

Argent Les marchés boursiers

Indices boursiers					
INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.*
SPI	14383.52	-0.17%	Stoxx 50	3667.36	-0.52%
SMI	11128.19	-0.02%	Dow Jones	33938.30	-0.63%
CAC 40	6528.32	-0.97%	Nasdaq Comp.	12889.72	-1.62%
FT 100	7515.75	-0.27%	Nikkei	29222.77	+1.23%
Xetra DAX	13626.71	-2.04%	Shanghai Comp.	3450.03	+0.45%
Euro Stoxx 50	3756.06	-1.29%	Bovespa	113420.71	-0.08%

*VAR = Variation par rapport à la veille Les données américaines datent d'hier à 18h30

SMI (Swiss Market Index)							
TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
ABB N	28.50	-1.7	-18.0	Partners Grp N	999.40	-1.5	-38.6
Alcon	65.28	-0.4	-10.9	Richemont N	112.05	0.0	+5.3
CS Group N	5.21	-4.1	-45.5	Roche BJ	316.65	+0.3	-15.0
Geberit N	495.30	-1.1	-35.3	SGS N	2239.—	+0.1	-21.6
Givaudan N	3336.—	-0.5	-27.9	Sika N	240.40	-1.2	-27.0
Holcim N	45.68	-1.2	-13.2	Swiss Life N	525.—	+0.3	+7.6
Logitech	53.82	-2.4	-45.1	Swiss Re N	74.76	-1.5	-13.8
Lonza Group N	560.60	+0.4	-25.5	Swisscom N	508.—	-0.4	-7.3
Nestlé N	116.86	+1.4	+0.6	UBS N	15.91	-1.1	+2.3
Novartis N	81.23	+0.3	-6.4	Zurich Ins. N	429.30	-1.0	+5.2

*VAR = Variation par rapport à la veille ** VAR = Variation sur un an

Valeurs romandes importantes							
TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
Addex	0.24	0.0	-84.3	Kudelski	2.88	+2.9	-29.8
Aevis	18.80	-0.5	+41.4	Leclanché	0.48	-10.9	-44.2
Alcon	65.28	-0.4	-10.9	Lem	1846.—	-1.2	-19.0
APG SGA	182.50	-0.3	-18.3	Romande Energie	1135.—	+1.3	-15.9
BCV	89.90	-0.1	+9.2	Swatch Group P	238.—	-1.2	-12.8
BCGE	171.—	-0.6	+1.2	Swissquote	126.20	-1.3	-24.7
Bobst	78.20	+0.4	-3.8	Temenos	77.94	-3.0	-45.7
Co. Fin. Tradition	102.50	-0.5	-9.7	Vaudoise Assur.	424.—	0.0	-8.2
Groupe Minoterie	336.—	-2.3	-18.4	Vetropack	38.50	-1.3	-35.7

*VAR = Variation par rapport à la veille ** VAR = Variation sur un an

Métaux précieux				Monnaies (Billets)		
	ACHAT CHF/KG	VENTE CHF/KG	ACHAT USD/OZ	VENTE USD/OZ	ACHAT	VENTE
Or	53824.—	54324.—	1766.10	1768.10	Euro	0.9425 0.9975
Ag	599.20	614.20	19.79	19.85	Dollar US	0.9125 0.9925
Vreneli			310.—	336.—	Livre Sterling	1.0815 1.2135
					Dollar Canadien	0.6975 0.7775
					100 Yens	0.6535 0.7515
					100 Cour. suéd.	8.3900 9.9100
					100 Cour. norvég.	8.9900 10.6100
					100 Cour. dan.	12.1500 13.9500

Sponsorisé par: **GONET** BANQUIERS 1845

Source: **FINANZ und WIRTSCHAFT**

dramas

Ce n'est pas tout. Dimanche, un autre drame a frappé à Colmar. Un groupe d'amis afghans qui faisait un barbecue demande à un jeune homme de cesser de faire du bruit en passant et repassant en scooter sur le trottoir. Le jeune homme le prend mal, revient avec des amis dont l'un tire un coup de feu qui tue l'un des Afghans.

Rodéo urbain? Pas vraiment, estime le maire, qui y voit plutôt une querelle entre individus. Le syndicat de police Synergie-Officiers a une autre analyse: «Les rodéos urbains sont une activité criminelle, mais aussi une stratégie d'occupation et d'appropriation de l'espace public. C'est une logique de caïdat. Ceux qui s'y opposent sont intimidés ou subissent des représailles.»

La encore, Gérald Darmanin a réagi avec fermeté en envoyant une compagnie CRS à Colmar. «Dès qu'il y a une crise, on envoie quelques jours une CRS, qui repart aussi vite. On joue au bonneteau avec les unités», commente cruellement le député d'opposition LR Eric Ciotti. Face au problème des rodéos, la remarque ne manque pas de pertinence. **Alain Rebetez** Paris

Chaleur et coupures de courant

Chine Plus de cinq millions de personnes dans le sud-ouest de la Chine subissent des coupures d'électricité intermittentes. Le pays traverse sa plus longue vague de chaleur depuis 1961, ce qui influence la demande d'électricité et oblige des entreprises à cesser le travail. **ATS**

Sang contaminé: Londres indemnisée

Royaume-Uni Des milliers de victimes d'un vaste scandale de sang contaminé qui avait fait quelque 2400 morts dans les années 70 et 80 au Royaume-Uni vont être dédommagées, a annoncé mercredi le gouvernement britannique. **ATS**

Des milliards contre la flambée des prix

Suède Le gouvernement suédois a annoncé mercredi vouloir soutenir à hauteur de 60 milliards de couronnes (5,5 milliards de francs) les consommateurs et entreprises face à la flambée des prix de l'électricité. **AFP**

Berne va lancer son premier emprunt «vert»

Finances et climat Le Conseil fédéral a annoncé mercredi la première émission d'un emprunt fédéral durable pour cet automne.

Le gouvernement entend faire de la place financière suisse un leader en matière de services financiers durables. Les fonds levés au moyen d'emprunts verts ne peuvent être affectés qu'à des dépenses ayant un impact positif sur l'environnement, par exemple pour la promotion des transports publics, le maintien de la biodiversité ou la construction de bâtiments respectueux de l'environnement.

Selon une analyse des finances fédérales fondée sur le compte d'État 2021, les dépenses ayant une portée environnementale se montent à environ 4,5 milliards de francs. Vu qu'elles dépassent le volume d'émissions à long terme prévu par la Confédération et que, parallèlement, des em-

prunts traditionnels continueront d'être émis, seule une partie des dépenses environnementales sera financée par les recettes des emprunts fédéraux verts. À terme, le Conseil fédéral vise des emprunts à hauteur de quelques centaines de millions de francs par an.

Le nouvel instrument permet d'allouer des ressources à des dépenses environnementales qui ont déjà été approuvées par le parlement. À eux seuls, ces emprunts verts n'auront pas d'impact environnemental direct, préviennent pour cela des décisions politiques sur des mesures concrètes.

Critiques

Une étude publiée en 2021, commanditée par Greenpeace, tirait à boulets rouges sur les «green bonds». Elle démontrait que les placements répondant à des critères environnementaux n'injectent guère plus d'argent dans une économie climatiquement vertueuse que les fonds conventionnels. **ATS**